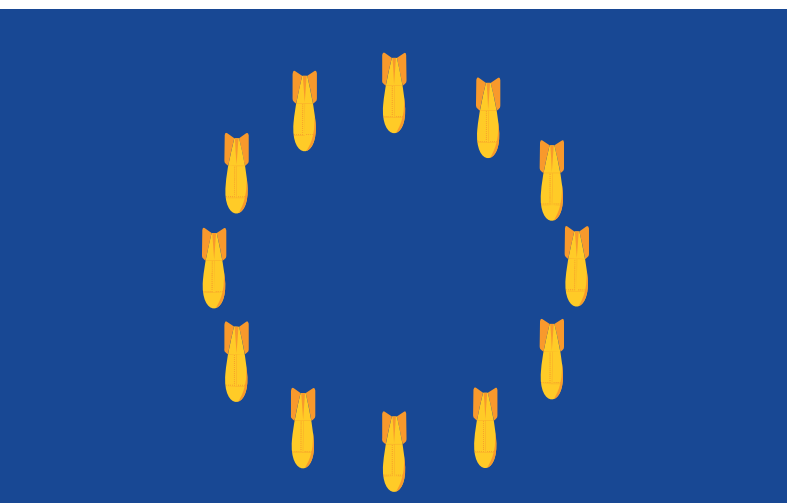


NOVEMBRE 2024



## Palestine, stop au génocide

Un an après le début de la dernière et énième escalade de violence d'Israël contre le peuple palestinien, les travailleurs basques sont de nouveau descendus dans la rue pour exiger une fois de plus un cessez-le-feu et le droit à l'autodétermination du peuple palestinien.



## Les fonds “Next Generation”

Les politiques européennes actuelles ne sont ni vertes, ni sociales, ni aspirent à la paix, le bellicisme est aujourd'hui au cœur de la politique ; plus de dépenses militaires et moins de dépense sociale.



## Proposition politique de ELA

La proposition politique de ELA repose sur deux mesures visant à assurer une répartition plus équitable des richesses : acquérir la compétence permettant de fixer un salaire minimum interprofessionnel qui nous soit propre en Hego Euskal Herria et adopter une réforme fiscale à même de mettre fin à la fraude, d'augmenter les impôts de ceux qui gagnent le plus, et d'augmenter les recettes afin de renforcer les services publics.



# STOP AU GÉNOCIDE

**ELA fait sienne la revendication de la Plateforme Gernika-Palestine pour un cessez-le-feu et le droit à l'autodétermination.**

Un an après le début de la dernière et énième escalade de violence d'Israël contre le peuple palestinien, les travailleurs basques sont de nouveau descendus dans la rue pour exiger une fois de plus un cessez-le-feu et le droit à l'autodétermination du peuple palestinien.

Cette guerre totale contre le peuple palestinien a coûté la vie à plus de 42 000 Palestiniens et Palestiniennes, pour la plupart des mineurs. La violence contre la communauté palestinienne à Jérusalem et en Cisjordanie, tout comme les crimes de guerre commis par Israël sont incessants, et le monde est témoin en direct de ce génocide.

Pour toutes ces raisons, convoqués par la Plateforme « Gernika-Palestina » et par les syndicats, les travailleurs d'Euskal Herria ont manifesté le 21 octobre, pour exiger:

- Un cessez-le-feu immédiat et permanent qui mette fin au génocide de Gaza.
- Une résolution intégrale par le biais de la négociation et du dialogue entre les parties sous les auspices de la communauté internationale.
- L'arrêt de la vente d'armes à Israël, ainsi que la cessation de toute activité commerciale, économique ou de tout autre nature par les entreprises, les institutions locales, étatiques et européennes (accords d'association et traités de l'UE et des États membres) ou d'autres entités telles que les universités, les organisations sociales... avec des entités et des institutions qui ne s'opposent pas au génocide en Palestine...
- Que les institutions de la CAPV et de Navarre, ainsi que l'État espagnol, présentent des Déclarations d'intervention devant la Cour pénale internationale afin de soutenir la plainte d'ores et déjà déposée contre Israël.

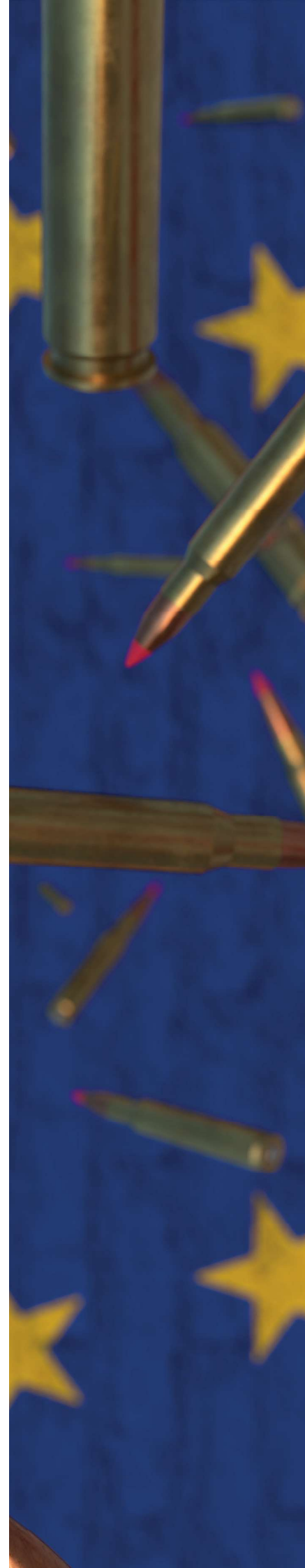


# L'Union Européenne, le boudoir du régime de guerre et de la militarisation

Il ressort du rapport demandé par ELA à OMAL (Observatoire des multinationales en Amérique Latine) analysant la répercussion des fonds Next Generation, que l'UE s'est adjudgé le rôle de boudoir du régime de guerre et de militarisation, au point que la course aux armements est présentée comme une issue à la crise économique.

Le rapport intitulé 'UE : agenda vert olive et numérique au service des entreprises transnationales', recueille dans le détail la liste d'entreprises basques bénéficiaires de ces fonds publics européens qui, loin d'être des subventions “à fonds perdu qui viennent d'Europe”, sont conditionnés à leur remboursement (dans la partie correspondante aux crédits) et imposent aux États récepteurs des mesures profondément antisociales : réformes du travail ; coupes aux retraites ; fiscalité à faveur des grandes entreprises et fortunes ; limites au recrutement et aux politiques publiques. En définitive, un retour aux politiques d'austérité qui seront à nouveau en vigueur à partir de 2025.

De fait, la réception des Fonds européens impose au gouvernement espagnol l'application de coupes de 6,1% aux retraites à partir du mois d'avril 2025 (11.300 millions d'euros annuels). Ceux qui ont souscrit la réforme des retraites ont tenté d'occulter les coupes à venir. La Commission Européenne publiait en avril le Rapport sur le vieillissement : la réforme des retraites approuvée en 2023 rapportait que, chaque 3 ans, les pensions seraient révisées pour adopter de nouveaux ajustements. Les Fonds européens sont un mécanisme d'intervention des politiques de l'État, et sont au nombre des politiques d'austérité qu'impose depuis longtemps l'Union Européenne. La responsabilité incombe à tous les partis qui ont permis la réforme des retraites, parmi eux le PNV et EH Bildu, qui tournaient le dos à la demande des organisations de rejeter la réforme.



## Coupes aux retraites pour dépenser en armement

Le bellicisme. est aujourd'hui au cœur de la politique ; plus de dépenses militaires et moins de dépense sociale. Ils aspirent à diminuer les retraites pour acheter plus d'armes, c'est aussi simple que cela. Voilà l'Europe que nous avons, celle des fonds européens, un mensonge pour favoriser les intérêts des grandes multinationales **Les politiques européennes actuelles ne sont ni vertes, ni sociales, ni aspirent à la paix.** ELA refuse d'occulter ce qui se passe et préfère le dénoncer pour défendre une autre Europe

Le rapport élaboré par OMAL met en lumière que les fonds Next Generation sont pensés, en Hego Euskal Herria comme ailleurs, pour les grandes corporations multinationales, avec une préférence accablante pour le secteur de l'automobile : Volkswagen, Mercedes, Gestamp, Irizar... Les gouvernements d'Espagne de la CAPV et de Navarre se sont totalement engagés dans le renflouement du secteur pour sauver ses chiffres d'affaires, en faisant obstacle à la réduction du véhicule privé et à la promotion du transport public. Le rapport analyse aussi la distribution des fonds destinée à d'autres secteurs. Il y est souligné que des quantités énormes sont destinées à augmenter des bulles technologiques ('greenwashing') comme l'hydrogène (Petronor en Biscaye, Acciona à Tudela, etcétera) ou à aborder l'énergie éolienne dans une logique néocoloniale et extractiviste (en généralisant l'installation de grands parcs éoliens sous un régime de monopole corporatif).

Le rapport conclut en définitive que l'objectif de ce plan est de récupérer le taux de bénéfice pour les grandes entreprises grâce à l'argent public, en augmentant la précarité professionnelle et les conflits éco-sociaux.

Autant de raisons qui font que ELA partage la conclusion du rapport d'OMAL qui considère que ce capitalisme vert olive et numérique" doit être combattu avec un réarmement théorique et une grande mobilisation de la gauche politique, sociale et syndicale et, à la fois, en encourageant des alternatives viables, au sein des institutions et hors d'elles.





## PROPOSITION POLITIQUE DE ELA

# **Un SMIC basque et une fiscalité qui taxe le capital pour renforcer les services publics**

Le 24 octobre dernier, ELA a convoqué un grand événement confédéral à La Casilla (Bilbao). 4 000 militants étaient présents à cette rencontre, point de départ d'une campagne de mobilisation qui a pour objet la répartition équitable des richesses. Le secrétaire général du syndicat, Mixel Lakuntza l'a parfaitement résumé : « la proposition politique de ELA repose sur deux mesures visant à assurer une répartition plus équitable des richesses : acquérir d'une part la compétence permettant de fixer un salaire minimum interprofessionnel qui nous soit propre en Hego Euskal Herria (1.795 euros en 2024) ; et de l'autre, adopter une réforme fiscale à même de mettre fin à la fraude, d'augmenter les impôts de ceux qui gagnent le plus, et d'augmenter les recettes afin de renforcer les services publics.

En ce sens, Lakuntza a annoncé qu'« ELA va faire de la politique. Tout comme Iberdrola, Petronor ou les associations patronales ; mais dans la direction opposée. En effet, nous croyons en la politique, surtout en la politique qui ne se fait pas, celle qui devrait être un outil d'amélioration des conditions de vie des personnes. Alors que, dans les institutions, la priorité de la politique est de ne pas perturber le pouvoir politique et entrepreneurial ».

Or, conclut Lakuntza, « la répartition des richesses n'est pas quelque chose de pacifique ; personne ne renonce volontiers à ses privilèges ». Il souligne donc que « la proposition politique qu'ELA présente aujourd'hui défie directement les partis politiques de notre pays. L'équidistance n'a pas lieu d'être car, si l'on ne mise pas sur l'amélioration des salaires et de la répartition des richesses, les inégalités ne feront que s'accroître ».

## **Repsol et le Lehendakari (Président du Gouvernement Basque)**

A titre d'exemple, il a cité le cas de Repsol : « Selon son administrateur délégué, Josu Jon Imaz, payer 10 % des 3 milliards de bénéfices via la taxe sur l'énergie met en danger les investissements et des milliers d'emplois ! Dans le même temps, l'intention d'Imaz pour 2024 est de répartir 10 milliards de dollars entre ses actionnaires ! N'est-ce pas une menace pour la cohésion et l'égalité sociale ? » Lehendakari, moins de servilité envers les grandes entreprises et plus de volonté de leur faire payer au moins 25% de leurs bénéfices ! ».

Le secrétaire général de ELA s'est également montré très critique à l'égard des accords politiques tels que le programme fiscal de Gipuzkoa (PNV, EH Bildu, PSE) : « Ils cautionnent ce qui a été fait jusqu'à présent en matière de fiscalité et ne s'engagent à aucun changement qui permette de percevoir davantage et d'améliorer les services publics :



« ELA ne comprend pas que les partis de gauche s'entêtent à édulcorer la réalité pour occulter qu'ils ont décidé de ne pas la changer ».

**Leire Gallego** (responsable de l'Action Sociale) est également intervenue pour décrire la situation actuelle d'urgence sociale : « Les prix des loyers ont augmenté de 28 % depuis 2014. Dans le même temps, 70 000 logements sont inhabités (environ 25 000 en Navarre et 50 000 dans la Communauté Autonome du Pays Basque). Nous sommes sûres que les grandes mobilisations en faveur du logement finiront aussi par arriver en Euskal Herria. ELA descendra alors dans la rue pour faire entendre ses revendications : reconnaître le droit subjectif au logement, arrêter les expulsions, mobiliser les milliers de logements inhabités, augmenter le parc public de logement et déclarer la CAPV et Navarre comme zones stressées ».

Leire Gallego a également demandé « Qui met en danger la cohésion et le bien-être social ? Les migrants qui risquent leur vie pour un avenir meilleur ? ou les grandes entreprises ? Le fascisme se combat par de bonnes politiques de logement, de meilleurs services sociaux et des services publics de qualité ». Elle était accompagnée d'une déléguée de ELA pour les résidences, **Karla Vidal** qui témoigne : « En 2023, nous avons organisé une grève générale féministe pour exiger un système de soins public, universel, gratuit, de qualité et coresponsable, mais les dirigeants continuent d'utiliser les soins pour faire des affaires, et ils le privatisent, en faisant primer l'intérêt des entreprises.

**Aitor Murgia** (responsable du Bureau d'Études), a pour sa part rappelé que « le système fiscal est conçu pour que les entreprises paient peu ou pas d'impôts. Grâce aux déductions et à l'ingénierie fiscale, les entreprises de la CAPV ne reversent en moyenne que 9 % de leurs bénéfices, alors qu'ils devraient contribuer à hauteur de 25 %. Il faut rappeler que l'impôt sur les sociétés est calculé sur les bénéfices et pas sur la chiffre d'affaire. Autrement dit, ce n'est pas si grave et cela n'affecte en aucun cas la viabilité d'une entreprise.

Ainsi donc, Murgia a prévenu : « nous sommes à la veille d'une réforme fiscale et les institutions et les partis préparent le terrain pour que celle-ci soit au service du patronat ». Face à cela, il a rappelé qu'« il n'y aura pas de justice sociale sans une fiscalité juste et progressive ».

**Ane Zelaia** (responsable de la syndicalisation) était chargée de présenter la proposition de Salaire Minimum Interprofessionnel (SMIC) qu'ELA réclame pour Hego Euskal Herria et qui se fonde sur un nouveau calcul (65% du PIB par habitant de la CAPV et de Navarre). Ce calcul garantit une répartition efficace de la richesse entre les revenus du travail et du capital, et ne se limite pas - comme jusqu'à présent - à un simple indicateur comparatif entre salaires. « Le résultat de ce calcul donne 1 795 euros par mois pour 2024 », un chiffre qui devra être actualisé chaque année. « Cette affirmation est parfaitement réalisable : en Europe, les pays ayant un niveau économique similaire au nôtre ont des SMIC plus élevés : L'Allemagne (1.981 euros), la Belgique (1.955), les Pays-Bas (1.934) ou encore la France (1.709). »

